

COMPTE RENDU - CTL du 19/11/2014

*Les représentants FO pour ce CTL (élus et experts) :
Sébastien BENARD, Samuel CHRISTINE, Frédéric FAUCHARD,
Sébastien LIEVRE, Thierry PETROFF, Williams PILLET,
Stéphane OLLIER et Philippe VALOT*

Quelques extraits de notre déclaration liminaire (l'intégralité de celle-ci se trouve sur notre site internet) :

Depuis des années, le syndicat FO DGFIP dénonce les suppressions d'emplois et les restrictions budgétaires qui mettent en péril l'exercice normal des missions et dégradent les conditions de travail des personnels. Aujourd'hui, force est de constater que l'administration a délibérément mis en place les conditions d'une restriction de l'offre de service à l'utilisateur, espérant ainsi le "désintoxiquer" de l'accueil physique. L'administration est en effet dans l'incapacité de tenir ses propres engagements, à savoir l'amélioration du service au contribuable et à l'utilisateur, et n'a rien d'autre à proposer que des fermetures partielles afin de soulager les personnels qui n'en peuvent plus d'exercer leur mission de service public dans un contexte toujours plus pénible. Cependant, concentrer l'accueil sur des périodes plus courtes comporte aussi des risques non négligeables et cette concentration exacerbera les tensions existantes dans les postes et services.

FO DGFIP porte d'autres ambitions pour le service public et considère que la solution réside davantage dans des effectifs suffisants et des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux. Nous considérons à FO DGFIP que les restrictions des horaires d'ouverture ne peuvent constituer qu'un palliatif immédiat et, qu'à terme, cela préfigure le démantèlement du réseau comptable à travers des fermetures de postes déjà programmées si l'on en croit les propos tenus par les représentants de la Direction Générale dans les réunions inter-régionales, à savoir la fermeture de 850 trésoreries d'ici 2018 et de nombreux regroupements de services : reprise des réflexions sur la fusion CDI-CDIF, adossement de l'enregistrement aux SPF, regroupement des SPF, regroupement des SIE, mise en place de pôles patrimoniaux, etc...

En matière de conditions de travail, l'amélioration espérée de l'aménagement des horaires d'ouverture de l'accueil ne sera vraisemblablement que de courte durée et la fermeture définitive programmée des postes entraînera inévitablement une mobilité forcée pour les personnels. FO DGFIP a suffisamment alerté et depuis très longtemps sur les risques encourus par le réseau du fait du manque de moyens. Il serait illusoire de nier que la cause première des conditions de vie au travail, de la sécurité ou des performances dégradées, dans toutes ces trésoreries comme dans tous les autres services, c'est une volonté politique :

- *la volonté politique de supprimer des emplois, encore et toujours, dogmatiquement, sans réflexion ni concertation,*
- *la volonté politique de faire des économies à toute force en taillant dans tous les services,*
- *la volonté politique de ne pas permettre aux agents de la DGFIP de faire correctement leur travail,*
- *la volonté politique de rendre objectivement intenable la situation des services et des agents qui y travaillent, les poussant parfois eux-même à demander ces réductions d'ouverture au public puis la fermeture définitive de leur trésorerie...*

En effet, de restrictions budgétaires en réductions d'emplois, les postes et services sont aujourd'hui au bord de l'implosion alors que la charge de travail augmente partout, et que les attentes des usagers n'ont jamais été aussi fortes. Et comme seule réponse, la Direction Générale, par votre intermédiaire, propose une diminution des plages d'ouverture au public, cette réponse ne sera qu'éphémère mais ne résoudra rien ! Toute une partie du public qui trouve porte close revient aux horaires d'ouverture allonger les files d'attente, concentrant ainsi les problèmes sur un temps plus réduit et accentuant l'exaspération de tous, pendant qu'une autre partie se reporte mécaniquement sur l'accueil physique ou téléphonique des services encore ouverts à proximité. Ni les conditions de travail ni la sécurité des agents ne seront améliorées au final par ce moyen, bien au contraire. Dans le document préparatoire que vous nous avez adressé pour ce comité technique, à aucun moment vous n'abordez **l'accueil téléphonique**. Il conviendra lors de nos discussions dans cette instance que vous soyez tout aussi précis sur ce point primordial.

Mais revenons sur les suppressions d'emplois, cause principale de tous les maux, puisque **les chiffres sont désormais connus pour 2015, à savoir : 16 suppressions d'emplois pour la Vendée: -1 A+, -1 A, -3 B et -11 C !** Aucun service n'est en mesure de vous rendre des emplois puisque tous sont au bord de l'asphyxie... Il faudrait être aveugle et/ou inconscient pour oser nous affirmer le contraire... Nous vous avons d'ailleurs demandé de nous faire un point sur la situation des emplois lors de ce comité technique.

Pour toutes ces raisons, la délégation F.O.-DGFIP considère donc que la situation d'aujourd'hui relève de la seule responsabilité de l'administration et ne prendra pas part au vote sur l'aménagement des horaires d'ouverture de l'accueil des trésoreries en zone non urbaine.

Le 4 décembre 2014, PRIORITE AUX AGENTS, je vote FO !

- **Aménagement des horaires d'ouverture de l'accueil des trésoreries en zone non urbaine :**

14 centres des finances publiques concernés lors de cette première vague (liste et nouveaux horaires sur notre site internet), une seconde vague sera proposée en 2015 pour tous les autres services du Département.

La Direction justifie ces aménagements afin de permettre aux agents de se concentrer davantage sur leur travail sans être dérangés par les usagers.

S'agissant de l'accueil téléphonique, celui-ci sera maintenu dans les mêmes conditions que maintenant ! Il sera calé sur les anciens horaires d'ouverture : il y aura donc des demi-journées fermées au public sans le téléphone et d'autres demi-journées aussi fermées au public mais pendant lesquelles l'accueil téléphonique devra être assuré... Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué... !

Il semblerait, selon certaines statistiques avancées par la Direction, que l'accueil physique serait en baisse ces derniers mois en Vendée, chiffres que nous contestons vigoureusement car telles ne sont pas les remontées que nous avons des collègues sur le terrain ! Certains chiffres sortis de leur contexte ne signifient rien.

Le Directeur a même tenté de nous justifier cette diminution de l'accueil physique car celui-ci était ces derniers jours en visite dans une trésorerie et il y avait vu très peu de monde à l'accueil, sauf que celui-ci omettait de nous préciser qu'il s'agissait d'une trésorerie spécialisée dans la gestion communale (n'accueillant donc pas d'usagers pour le recouvrement de l'impôt). Or les 14 trésoreries impactées par ces aménagements d'horaires sont toutes des trésoreries mixtes (gestion communale + recouvrement de l'impôt) !

Tout est donc permis pour justifier l'injustifiable, y compris la mauvaise foi... car la seule et unique raison conduisant la Direction Générale à généraliser ce dispositif dans tout le pays, c'est de pouvoir continuer encore et encore à absorber de futures suppressions d'emplois !

Vote des OS : Refus de voter des 4 syndicats (FO + Solidaires + CGT + CFDT)

- **Ponts naturels 2015 : 02/01 , 15/05 et 13/07**

Notre position pour ces ponts naturels est conforme aux précédentes : même si nous considérons ces ponts naturels comme étant des congés imposés pour les personnels, il n'en demeure pas moins qu'une grande majorité d'agents y est favorable car il est toujours difficile de trouver des volontaires dans les services pour venir travailler ces jours là. Par conséquent, nous prenons nos responsabilités en les approuvant.

Vote des OS : Pour (FO), Abstention (Solidaires + CFDT) et Contre (CGT)

- **Questions diverses :**

*** Situation des emplois :**

Nous souhaitons aborder la question des emplois car tous nos maux sont la conséquence directe des suppressions successives d'emplois. 16 emplois devront être désimplantés par la Direction ces prochaines semaines, un CTL sera programmé sur ce point en janvier 2015. La seule réponse que nous avons pu obtenir du Directeur est la suivante : « *Il est difficile de localiser ces suppressions d'emplois, nous les supprimerons là où ce sera le moins douloureux...* ». Nous lui avons donc demandé comment celui-ci mesurait la douleur dans les services : « *en analysant les charges...* ». De là à en conclure que les services qui seront impactés seront ceux qui ont une charge de travail par agent la plus faible, il n'y a qu'un pas... Ces services apprécieront le moment venu la nouvelle !

*** Immobilier – Bâtiment B « cité administrative » :**

A notre demande, un point a été fait concernant le Bâtiment B suite aux nombreux travaux effectués ces derniers mois. Ces dernières semaines, l'étanchéité de nombreuses fenêtres n'est plus assurée (lors des fortes pluies, l'eau ruisselle sur les carreaux à l'intérieur, l'air passe dans les nombreuses fissures autour des fenêtres, et les murs sont très humides). La Direction envisage dans un premier temps une solution provisoire pour renforcer l'étanchéité, le problème sera rapidement évoqué lors du prochain conseil de cité.

*** Prime de caisse :** Celle-ci devrait être versée début 2015 aux intéressés.

FO DGFIP revendique et exige :

- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'abandon de la démarche stratégique,**
- **L'attribution des moyens humains et budgétaires nécessaires à l'exercice de toutes les missions de la DGFIP et à l'amélioration concrète des conditions de travail,**
- **La revalorisation immédiate de 8% du point d'indice et l'attribution de 50 points supplémentaires, l'augmentation du volume des promotions internes offrant de vraies perspectives de carrière.**

N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER, NOTRE SITE INTERNET :

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>

Le 4 décembre 2014, PRIORITE AUX AGENTS, je vote FO !